

Talon d'inscription

Nom: _____

Prénom: _____

Adresse: _____

NPA et Lieu: _____

Tél: _____

E-mail: _____

Prix

Je participerai du au (prix en relation)

Prix de base / de soutien

Entrée journalière: 10 francs 20 francs
 Entrée trois jours: 20 francs 40 francs
 Entrée journalière + 1 repas soir: 30 francs 60 francs
 Entrée trois jours + 2 repas soirs: 60 francs 120 francs
 Entrée journalière + 1 repas soir + 1 nuit: 80 francs 160 francs
 Entrée trois jours + 2 repas soirs + 2 nuits: 100 francs 200 francs

Merci de payer si possible avant le 20 août la somme requise sur le CCP 30-182062-1, attac Bienne, mention Université d'été

Le coût financier ne doit aucunement être un frein à votre participation!

Séminaires

Tout-e participant-e a la possibilité de proposer un atelier sur un thème de campagne et de mobilisation. Le groupe de préparation de l'Université d'été prendra en charge la coordination de ces propositions en fonction des salles à disposition.

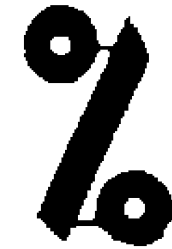
J'aimerais proposer un atelier au sujet de

.....

- Je suis disponible à donner un coup de main pour l'organisation de l'université d'été.
- Merci de m'envoyer exemplaires de ce dépliant à diffuser autour de moi.
- Je souhaite adhérer à Attac

**Pour le renvoi: attac Bienne, case 4314, 2500 Bienne 4
 ou annoncez-vous par e-mail: bienne@attac.org**

	Vendredi, 1.9.	Samedi, 2.9.	Dimanche, 3.9.
Sessions de formation sur le thème : « Génération Précaires » et, en parallèle, des ateliers: Expériences de lutte et campagnes 9h30 - 12h30 14h30-17h30	Session 1 : Alternatives : Un autre travail est possible Jean-Marie Harribey , Université de Bordeaux, comité scientifique d'attac France Angela Klein , Berlin, Euromarches contre le chômage et la précarité	Assemblée générale d'attac suisse	Session 4 : Education : entre marchandisation et employabilité - Celia Lamblin , lutte contre le CPE, Toulouse Michael Gemperle , sociologue Université de Bâle, attac suisse
	Pause repas	Pause repas	Pause repas
	Session 2 : Migration : travailleurs jetables ou droits pour tous ? André Fadda , syndicaliste de la CGT, Nantes. Lionel Roche , ancien secrétaire du Centre Contact Suisse-Immigrés, Fribourg	Session 3 : Chômage et politique sociale: marche et crève! Chantal Magnin , sociologue, Université de Berne Alessandro Pelizzari , attac Suisse, Université de Fribourg	Session 5 : Etat répressif : sécurité pour qui ? Heiner Busch , Solidarité sans Frontières Jean-Michel Dolivo , avocat
	Pause repas	Pause repas	
19h30-21h30	Conférence publique : « De Reconvenir à Buenos Aires » avec Nicolas Wuillemin (la Boillat) et Sabatino Anzecchiarico (Italie/Argentine)	Fête	
			Sous réserve de modifications



Du 1er au 3 septembre 2006 à Bienne
3ème Université d'été d'Attac Suisse

GÉNÉRATION PRÉCAIRES ?

Les droits des personnes s'arrêtent-ils là où commence la liberté d'entreprise ?



Laurence Parisot, présidente du MEDEF, l'organisation du patronat français, déclarait peu après sa nomination: «La liberté de pensée s'arrête là où commence le Code du travail». Le patronat suisse, habitué à un langage plus euphémique, préfère parler de «nécessaires adaptations» des «rigidités du marché de l'emploi» aux «exigences de la compétitivité internationale». Pourtant, les politiques néolibérales en faveur des entreprises et des détenteurs de capital sont les mêmes: flexibilisation des salaires, déréglementation des protections contre le licenciement, redistribution fiscale en faveur des plus nantis, démantèlement des assurances et des prestations sociales. Autant de «réformes» qui répondent surtout à la nécessité d'une restructuration profonde du marché du travail afin de rétablir les taux de profit pour le capital et dont les conséquences sociales, notamment sur les plus démunis, ne se sont pas fait attendre. Ainsi se sont creusées,

en Suisse aussi, les inégalités sociales. Alors que les managers des grandes multinationales s'attribuent des salaires-record, la pauvreté n'est plus un phénomène marginal et touche de plus en plus les salariés, en particulier les femmes, les jeunes et les immigrés. À cette naissance d'une «génération précaires», l'Etat répond par un durcissement des politiques sociales: réduction des prestations, mise au travail forcée et criminalisation de la précarité qui renforcent le sentiment d'insécurité sociale, faisant ainsi le jeu de la peur, du racisme et des «solutions autoritaires». La lutte contre le chômage, l'insécurité et la précarité est un combat décisif de nos jours. La troisième Université d'été d'attac suisse ne propose donc pas seulement de mieux comprendre ces politiques et leurs effets, mais surtout de discuter des possibles alternatives et moyens de résistance, à travers différents ateliers et sessions de formation, notamment:

A la Salle Farel, Quai du Haut 12, 2503 Bienne



1. Alternatives: Un autre travail est possible

Le mouvement social contre le Contrat première embauche (CPE) en France, au printemps de cette année, a constitué la première mobilisation d'ensemble de la jeunesse et des salariés contre le chômage et la précarité. Il a aussi été porteur d'une série de propositions alternatives pour combattre la flexibilisation forcée, renforcer la réglementation sociale, instaurer un revenu minimum décent, réduire le

temps de travail, éliminer le chômage et démocratiser les entreprises. Ces discussions revêtent d'une importance particulière notamment en vue de l'organisation, en 2007, de Marches européennes contre le chômage et la précarité qui aboutiront en Allemagne à l'occasion de la tenue du prochain sommet du G8. Avec Angela Klein (Berlin; Euromarches contre le chômage et la précarité) et Jean-Marie Harribey (Université de Bordeaux; conseil scientifique d'attac France)

2. Migration: travailleurs jetables ou droits pour tous ?

Avec plus de 20 pour-cent de travailleurs immigrés, la Suisse dispose d'un salariat extrêmement internationalisé et de plus en plus fragmenté. La politique migratoire suisse, qui depuis ses débuts, est une politique «orientée selon les intérêts économiques du pays» (Conseil fédéral), rejoint depuis quelques années la volonté de l'Union européenne de produire des catégories de travailleurs

discriminés et au service total des entreprises, notamment avec le durcissement des lois sur les étrangers et sur l'asile. Contre les pratiques de dumping social généralisé et la mise en concurrence des différentes catégories d'immigrés, les associations de migrants et les syndicats progressistes luttent pour mettre les migrants en condition effective pour résister à l'employeur. Avec André Fadda (syndicaliste de la CGT, Nantes) et Lionel Roche (Mouvement des sans papiers, Fribourg).

3. Chômage et politique sociale: marche ou crève !

Depuis le début des années 1990, le marché du travail suisse connaît les mêmes phénomènes que les autres pays d'Europe: augmentation

du nombre de chômeurs, apparition de l'exclusion et de la précarité, explosion du nombre de «working poor». La «main invisible d'un marché» du travail flexibilisé rime par ailleurs avec le «poing visible» de la politique

discriminés et au service total des entreprises, notamment avec le durcissement des lois sur les étrangers et sur l'asile. Contre les pratiques de dumping social généralisé et la mise en concurrence des différentes catégories d'immigrés, les associations de migrants et les syndicats progressistes luttent pour mettre les migrants en condition effective pour résister à l'employeur. Avec André Fadda (syndicaliste de la CGT, Nantes) et Lionel Roche (Mouvement des sans papiers, Fribourg).

4. Education: entre marchandisation et employabilité

Le chômage des jeunes, particulièrement important en Suisse, est souvent utilisé comme prétexte pour exiger des conditions d'embauche «moins contraignantes» pour les jeunes, c'est-à-dire le droit de les utiliser comme des travailleurs jetables. Mais les difficultés que rencontrent les jeunes sur le marché du travail sont également utilisées comme argument pour faire pression sur le système de formation, jugé inefficace dans

la production de la future main d'œuvre. Non seulement les écoles et universités doivent désormais se concentrer à assurer «l'employabilité» des étudiants, aussi elle sont de plus en plus soumises aux pressions qui veulent transformer l'éducation en marchandise. Tant les mobilisations de jeunes en France que les luttes contre la privatisation de la formation montrent que des alternatives sont possibles. Avec Celia Lamblin (porte-parole du mouvement contre le CPE, Toulouse) et Michael Gemperle (attac suisse, Université de Bâle).

5. Etat répressif: sécurité pour qui ?

Quand on parle de répression, on pense immédiatement «interventions musclées de la police». Pourtant une autre forme de répression, plus subtile, consiste à la création de lois ou de mesures décourageant toute forme de contestation civile ou démocratique. La loi sur le délit d'émeute, par exemple, selon laquelle la

simple présence sur des lieux où sont commis des actes de violence est punissable, montre bien cette nouvelle tendance à la «légifération préventive» qui touche surtout les populations les plus précaires. Ce sont les associations des migrants et des précaires qui ont développé des formes de résistance qu'il est urgent de connaître. Avec Jean-Michel Dolivo (avocat, Lausanne) et Heiner Busch (Solidarité sans frontières, Suisse).